CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 77.304/2
du 9 janvier 2025

sur

un projet d'arrêté royal 'portant l'introduction de l'attestation de séjour à l'étranger des époux des agents de la carrière extérieure ou de la carrière consulaire et des époux des représentants des Communautés et des Régions'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 77.304/2
van 9 januari 2025

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot invoering van het attest inzake het verblijf in het buitenland van echtgenoten van ambtenaren van de buitenlandse carrière of van de consulaire carrière en van echtgenoten van gemeenschaps- en gewestvertegenwoordigers'

‡LW-BDBZQCDBF-HHDAEVT‡

Le 12 décembre 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et du Commerce extérieur, et des Institutions culturelles fédérales à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant l'introduction de l'attestation de séjour à l'étranger des époux des agents de la carrière extérieure ou de la carrière consulaire et des époux des représentants des Communautés et des Régions'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 7 janvier 2025. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Pierre-Olivier DE BROUX et Laurence VANCRAYEBECK, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur, et Benoît LAGASSE, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Pierre-Olivier DE BROUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 9 janvier 2025.

*

Op 12 december 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Buitenlandse Handel, en de Federale Culturele Instellingen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot invoering van het attest inzake het verblijf in het buitenland van echtgenoten van ambtenaren van de buitenlandse carrière of van de consulaire carrière en van echtgenoten van gemeenschaps- en gewestvertegenwoordigers'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 7 januari 2025. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Pierre-Olivier DE BROUX en Laurence VANCRAYEBECK, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, auditeur, en Benoît LAGASSE, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre-Olivier DE BROUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 9 januari 2025.

*

‡LW-BDBZQCDBF-HHDAEVT‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

## OBSERVATION PRÉALABLE

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, la section de législation attire l'attention du demandeur d'avis sur le fait que la dissolution des Chambres législatives emporte que, depuis cette date et jusqu'à ce que, à la suite de l'élection des membres de la Chambre des représentants, le Roi nomme un nouveau Gouvernement, le Gouvernement ne dispose plus de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

## RECEVABILITÉ

La lettre de demande d'avis mentionne :

> « Tenzij u van oordeel bent dat dit besluit niet van reglementaire aard is daar het geen enkele nieuwe rechtsregel formuleert in de zin van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zou ik het op prijs stellen mocht het advies worden verstrekt binnen een termijn van dertig dagen, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State ».

L'arrêté en projet trouve son fondement dans l'article 7*bis*, § 2, alinéa 4, du Code de la nationalité belge, tel qu'inséré par la loi du 15 mai 2024 'modifiant le Code de la nationalité belge, en vue de permettre aux époux des agents diplomatiques ou consulaires belges d'accéder à la nationalité belge', qui habilite le Roi à déterminer « les documents établissant que le séjour à l'étranger du demandeur est effectivement imposé par les affectations spécifiques à la carrière de son époux ». Compte tenu de la portée de cette habilitation, qui laisse au Roi un pouvoir d'appréciation quant à la nature des documents qui devront être fournis par le demandeur [1], il y a lieu de considérer que l'arrêté en projet a une portée normative, à savoir qu'il formule en des termes abstraits et impersonnels une règle générale, qui vaut pour un nombre indéterminé de cas, et présente par conséquent un caractère réglementaire au sens de l'article 3 des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État' [2].

[1] Contrairement au cas de figure dans lequel le Roi est, par exemple, habilité à établir un modèle de formulaire dont les éléments sont préalablement déterminés par le législateur.

[2] *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 247, p. 173.

‡LW-BDBZQCDBF-HHDAEVT‡

## FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : le « RGPD »), combiné avec son article 57, paragraphe 1, c), le considérant 96 de son préambule et, le cas échéant, l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement de données à caractère personnel.

Interrogée sur ce point, la fonctionnaire déléguée a indiqué :

> « Het voorwerp van dit KB voorziet niet in een nieuwe verwerking van persoonsgegevens (zoals het opzetten van een nieuwe gegevensbank), of een bestaande verwerking te specifiëren of te wijzigen (zoals invoering van nieuwe persoonsgegevens in een bestaande gegevensbank).
>
> In het kader van de procedure tot verkrijgen van de Belgische nationaliteit zal de aanvrager het verzoek indienen bij de ambtenaar van de burgerlijke stand van zijn hoofverblijfplaats in België. De aanvrager dient de nodige documenten te verzamelen en in te dienen.
>
> Het attest dat de aanvrager zou nodig hebben in dat kader voor gelijkstelling van zijn verblijf in het buitenland wordt afgegeven op basis van (persoonlijke) informatie aanwezig in een bestaande databank van de afgevende instantie; er wordt evenmin nieuwe informatie opgeslagen of verstrekt vanuit een databank ».

Il y a lieu de rappeler que la notion de données à caractère personnel vise « toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée 'personne concernée') ; est réputée être une 'personne physique identifiable' une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale ; » [3].

Quant à la notion de traitement, elle comprend « toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction » [4].

[3] Article 4, 1), du RGPD.

[4] Article 4, 2), du RGPD.

‡LW-BDBZQCDBF-HHDAEVT‡

À tout le moins en ce qu'elle prévoit d'indiquer le pays où ont résidé le demandeur de la nationalité et son époux, ainsi que l'ancien lieu de travail et la fonction passée de ce dernier, ce afin de communiquer ces informations à l'officier de l'état civil de la résidence principale du demandeur, l'annexe prévoit un traitement de données à caractère personnel.

Il s'impose par conséquent de recueillir l'avis de l'Autorité de protection des données et de mentionner l'accomplissement de cette formalité au préambule.

Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être à nouveau soumises à la section de législation, conformément au prescrit de l'article 3, § 1er, alinéa 1er, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973.

## EXAMEN DU PROJET

### PRÉAMBULE

Dans la version française de l'alinéa consacré au ministre proposant, les mots « de la » seront remplacés par le mot « du ».

### DISPOSITIF

#### Article 1er

Compte tenu de l'article 7*bis*, § 2, alinéa 4, du Code de la nationalité belge, il y a lieu d'écrire :

> « L'attestation en annexe est délivrée en vue d'établir que le séjour à l'étranger du demandeur est effectivement imposé par les affectations spécifiques à la carrière de son époux, conformément à l'article 7*bis*, § 2, alinéa 4, du Code de la nationalité belge ».

#### Article 2

1. À l'alinéa 1er, par souci de cohérence avec l'article 7*bis*, § 2, alinéa 4, du Code de la nationalité belge, il vaudrait mieux écrire les « époux des agents de la carrière extérieure et de la carrière consulaire » [et non « ou » de la carrière consulaire].

2. L'alinéa 2 dispose :

> « Pour les époux des représentants des Communautés et des Régions à l'étranger, le fonctionnaire dirigeant ou son délégué de l'entité compétente de la Communauté ou de la Région qui affecte le représentant de la Communauté ou de la Région, délivre l'attestation en annexe ».

‡LW-BDBZQCDBF-HHDAEVT‡

L'article 7*bis*, § 2, alinéa 4, du Code de la nationalité belge prévoit en effet d'assimiler les époux des représentants des Communautés et des Régions aux époux des agents de la carrière extérieure et de la carrière consulaire en ce qui concerne la possibilité d'établir que le séjour à l'étranger du demandeur est effectivement imposé par les affectations spécifiques à la carrière de son époux. À cette fin, l'article 1er de l'arrêté en projet prévoit que le demandeur doit produire une attestation – dont le modèle est fixé en annexe de l'arrêté en projet – établissant que « le séjour à l'étranger du demandeur est effectivement imposé par les affectations spécifiques à la carrière de son époux ». Cette attestation constitue donc le document qui permet d'établir la nouvelle modalité de séjour relative à l'acquisition ou au recouvrement de la nationalité belge et est, conformément aux termes du modèle d'attestation, « délivrée pour raisons administratives ». L'attestation visée à l'article 1er du projet doit donc être délivrée par l'autorité ayant décidé de l'affectation de ses représentants à l'étranger pour garantir le bénéfice du droit subjectif prévu par l'article 7*bis*, § 2, alinéa 4, du Code de la nationalité belge [5].

Alors même que l'autorité fédérale agit dans le cadre de sa compétence exclusive en droit de la nationalité, l'article 2, alinéa 2, du projet, en tant qu'il impose à l'autorité responsable de l'affectation de ses représentants à l'étranger, et donc aux Communautés et aux Régions, de délivrer l'attestation en annexe du projet d'arrêté royal, ne viole en l'espèce pas le principe d'autonomie des diverses composantes de l'État fédéral. En effet, cet alinéa ne peut dans son contexte s'analyser comme confiant une compétence nouvelle aux entités fédérées par laquelle celles-ci seraient chargées unilatéralement par le Roi d'intervenir en tant qu'organes d'exécution d'une norme fédérale, ce qui ne se pourrait sans qu'un accord de coopération soit conclu à cette fin ou sans que l'intervention des Communautés et Régions soit conçue comme facultative [6] mais il doit – comme cela vient déjà d'être esquissé – se comprendre comme envisageant les Communautés et Régions en leur qualité d'autorités ayant désigné les représentants concernés et donc à même d'attester de la réalité de leur séjour à l'étranger, ce qui permettra au moment opportun l'application par l'officier de l'état civil des règles découlant du Code de la nationalité belge en faveur des demandeurs dont l'époux est un représentant des Communautés et Régions [7].

En revanche, l'alinéa 2 méconnaît le principe d'autonomie des entités fédérées puisqu'il s'ingère dans leur organisation interne lorsqu'il prévoit que c'est « le fonctionnaire dirigeant ou son délégué de l'entité compétente » qui délivre cette attestation. Les mots « le fonctionnaire dirigeant ou son délégué de l'entité compétente » seront donc remplacés par les mots « l'autorité compétente ».

[5] L'autorité concernée, qu'elle soit fédérale ou fédérée, n'a donc pas le choix de délivrer ou non l'attestation lorsque les conditions de son obtention sont réunies.

[6] Ce qui est exclu en l'espèce compte tenu de la note qui précède.

[7] En ce sens, voir la réponse de la fonctionnaire déléguée citée ci-avant : « In het kader van de procedure tot verkrijgen van de Belgische nationaliteit zal de aanvrager het verzoek indienen bij de ambtenaar van de burgerlijke stand van zijn hoofverblijfplaats in België. De aanvrager dient de nodige documenten te verzamelen en in te dienen. Het attest dat de aanvrager zou nodig hebben in dat kader voor gelijkstelling van zijn verblijf in het buitenland wordt afgegeven op basis van (persoonlijke) informatie aanwezig in een bestaande databank van de afgevende instantie ».

‡LW-BDBZQCDBF-HHDAEVT‡

Annexe

1. L'intitulé de l'annexe sera revu pour reproduire l'intitulé exact de l'arrêté en projet [8].

2. En outre, l'intitulé de l'attestation et son contenu devraient utiliser la même terminologie que l'article 7*bis*, § 2, alinéa 4, du Code de la nationalité belge.

Ainsi, les mots « membre du ménage » devraient être remplacés par le mot « époux » [9], le verbe « résidait » devrait être remplacé par le mot « séjournait » et, dans la version française, il devrait être question non de « résidence » mais de « séjour ».

*

[8] Voir notamment l'avis 67.683/2 donné le 12 juillet 2020 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 septembre 2020 'fixant la liste des grades qui donnent accès aux bacheliers de spécialisation'.

[9] Ceci sans se prononcer sur la conformité au regard du principe d'égalité et de non-discrimination de la non-inclusion des cohabitants légaux qui résulte de l'article 7*bis*, § 2, alinéa 4, nouveau du Code de la nationalité belge, disposition sur laquelle la section de législation n'a pas donné d'avis.

‡LW-BDBZQCDBF-HHDAEVT‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

## VOORAFGAANDE OPMERKING

Rekening houdend met het ogenblik waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de afdeling Wetgeving de aandacht van de adviesaanvrager erop dat de ontbinding van de wetgevende kamers tot gevolg heeft dat de regering sedert die datum en totdat, na de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers, een nieuwe regering is benoemd door de Koning, niet meer over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of het wijzigen van verordeningen noodzakelijk is.

## ONTVANKELIJKHEID

In de brief met de adviesaanvraag staat het volgende:

> "Tenzij u van oordeel bent dat dit besluit niet van reglementaire aard is daar het geen enkele nieuwe rechtsregel formuleert in de zin van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zou ik het op prijs stellen mocht het advies worden verstrekt binnen een termijn van dertig dagen, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State."

Het ontworpen besluit ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 7*bis*, § 2, vierde lid, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit, zoals ingevoegd bij de wet van 15 mei 2024 'tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit, teneinde het de echtgenoten van de Belgische diplomatieke of consulaire ambtenaren mogelijk te maken de Belgische nationaliteit te verwerven', dat de Koning ertoe machtigt te bepalen "welke documenten vereist zijn ter staving van het feit dat het verblijf van de aanvrager in het buitenland daadwerkelijk vereist was door de aanstellingen eigen aan de carrière van zijn echtgenoot". Gelet op de draagwijdte van die machtiging die de Koning een beoordelingsbevoegdheid geeft met betrekking tot het soort documenten die de aanvrager moet indienen,[1] dient men het ontworpen besluit te beschouwen als een besluit met normatieve strekking – het formuleert namelijk in abstracte en niet-persoonsgerichte bewoordingen een algemene regel die voor een onbeperkt aantal gevallen geldt –

[1] In tegenstelling tot het geval waarin de Koning bijvoorbeeld gemachtigd wordt tot het opstellen van een modelformulier waarvan de gegevens vooraf door de wetgever worden bepaald.

‡LW-BDBZQCDBF-HHDAEVT‡

dat bijgevolg van reglementaire aard is in de zin van artikel 3 van de gecoördineerde wetten 'op de Raad van State'.[2]

## VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 'betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)' (hierna: de "AVG"), gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), van die verordening en overweging 96 van de preambule van die verordening, alsook in voorkomend geval met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 'betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens', schrijft voor dat de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 'tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit', wordt geraadpleegd bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel, in verband met de verwerking van persoonsgegevens.

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord:

> "Het voorwerp van dit KB voorziet niet in een nieuwe verwerking van persoonsgegevens (zoals het opzetten van een nieuwe gegevensbank), of een bestaande verwerking te specifiëren of te wijzigen (zoals invoering van nieuwe persoonsgegevens in een bestaande gegevensbank).
>
> In het kader van de procedure tot verkrijgen van de Belgische nationaliteit zal de aanvrager het verzoek indienen bij de ambtenaar van de burgerlijke stand van zijn hoofverblijfplaats in België. De aanvrager dient de nodige documenten te verzamelen en in te dienen.
>
> Het attest dat de aanvrager zou nodig hebben in dat kader voor gelijkstelling van zijn verblijf in het buitenland wordt afgegeven op basis van (persoonlijke) informatie aanwezig in een bestaande databank van de afgevende instantie; er wordt evenmin nieuwe informatie opgeslagen of verstrekt vanuit een databank."

Er dient aan herinnerd te worden dat het begrip "persoonsgegevens" betrekking heeft op "alle informatie over een geïdentificeerde of identificeerbare natuurlijke persoon ('de betrokkene'); als identificeerbaar wordt beschouwd een natuurlijke persoon die direct of indirect kan worden geïdentificeerd, met name aan de hand van een identificator zoals een naam, een identificatienummer, locatiegegevens, een online identificator of van een of meer elementen die kenmerkend zijn voor de fysieke, fysiologische, genetische, psychische, economische, culturele of sociale identiteit van die natuurlijke persoon".[3]

[2] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 247, p. 173.

[3] Artikel 4, 1), van de AVG.

‡LW-BDBZQCDBF-HHDAEVT‡

Het begrip "verwerking" omvat op zijn beurt "een bewerking of een geheel van bewerkingen met betrekking tot persoonsgegevens of een geheel van persoonsgegevens, al dan niet uitgevoerd via geautomatiseerde procedés, zoals het verzamelen, vastleggen, ordenen, structureren, opslaan, bijwerken of wijzigen, opvragen, raadplegen, gebruiken, verstrekken door middel van doorzending, verspreiden of op andere wijze ter beschikking stellen, aligneren of combineren, afschermen, wissen of vernietigen van gegevens".[4]

De bijlage voorziet in een verwerking van persoonsgegevens, op zijn minst in zoverre ze voorziet in de vermelding van het land waar de aanvrager van de nationaliteit en zijn echtgenoot verbleven hebben, alsook van de vroegere plaats van tewerkstelling en de vorige functie van deze laatste, en dit teneinde die informatie mee te delen aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de hoofdverblijfplaats van de aanvrager.

Bijgevolg moet het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit worden ingewonnen en moet in de aanhef worden vermeld dat dit vormvereiste vervuld is.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van dat vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en die niet het resultaat zijn van het gevolg dat aan dit advies gegeven wordt, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd overeenkomstig het voorschrift van artikel 3, § 1, eerste lid, van de wetten 'op de Raad van State' gecoördineerd op 12 januari 1973.

## ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

### AANHEF

In de Franse tekst van het lid betreffende de voordragende minister moeten de woorden "de la" vervangen worden door het woord "du".

### DISPOSITIEF

#### Artikel 1

Gelet op artikel 7*bis*, § 2, vierde lid, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit dient men te schrijven:

> "Het attest in bijlage wordt afgegeven ter staving van het feit dat het verblijf van de aanvrager in het buitenland daadwerkelijk vereist was door de aanstellingen eigen aan de carrière van zijn echtgenoot, overeenkomstig artikel 7*bis*, § 2, vierde lid, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit."

[4] Artikel 4, 2), van de AVG.

‡LW-BDBZQCDBF-HHDAEVT‡

Artikel 2

1. Ter wille van de samenhang met artikel 7*bis*, § 2, vierde lid, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit zou men in het eerste lid beter schrijven: "de echtgenoten van ambtenaren van de buitenlandse carrière en van de consulaire carrière" (in plaats van "of" van de consulaire carrière).

2. Het tweede lid luidt als volgt:

> "Voor de echtgenoten van gemeenschaps- en gewestvertegenwoordigers in het buitenland geeft de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde van de bevoegde entiteit van de Gemeenschap of het Gewest die de gemeenschaps- of gewestvertegenwoordiger aanstelt, het attest in bijlage af."

Wat betreft de mogelijkheid aan te tonen dat het verblijf van de aanvrager in het buitenland daadwerkelijk vereist was door de aanstellingen eigen aan de carrière van zijn echtgenoot, worden in artikel 7*bis*, § 2, vierde lid, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit de echtgenoten van gemeenschaps- en gewestvertegenwoordigers immers gelijkgesteld met de echtgenoten van ambtenaren van de buitenlandse carrière en van de consulaire carrière. Artikel 1 van het ontworpen besluit bepaalt daartoe dat de aanvrager met een attest – waarvan het model in de bijlage bij het ontworpen besluit wordt vastgesteld – moet aantonen dat "het verblijf van de aanvrager in het buitenland daadwerkelijk vereist was door de aanstellingen eigen aan de carrière van zijn echtgenoot". Dat attest is dus het document op basis waarvan de nieuwe verblijfsregeling betreffende het verkrijgen of herkrijgen van de Belgische nationaliteit kan worden vastgesteld en het wordt, overeenkomstig de bewoordingen van het model van attest, "afgegeven voor administratieve doeleinden". Het attest waarvan sprake is in artikel 1 van het ontwerp moet dus worden afgegeven door de overheid die besloten heeft tot de aanstelling van haar vertegenwoordigers in het buitenland, om het voordeel te waarborgen van het subjectieve recht waarin artikel 7*bis*, § 2, vierde lid, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit voorziet.[5]

Ook al handelt de federale overheid in het kader van haar exclusieve bevoegdheid inzake nationaliteitsrecht, artikel 2, tweede lid, van het ontwerp houdt in dit geval geen schending in van het beginsel dat de verschillende componenten van de federale staat autonoom zijn, in zoverre het de overheid die verantwoordelijk is voor de aanstelling van haar vertegenwoordigers in het buitenland, en dus de gemeenschappen en de gewesten, voorschrijft het attest af te geven dat als bijlage bij het ontwerp van koninklijk besluit gevoegd is. In zijn specifieke context kan dat lid immers niet geïnterpreteerd worden als zou het de deelstaten een nieuwe bevoegdheid verlenen die inhoudt dat zij eenzijdig door de Koning zouden worden belast met de uitvoering van een federale norm. Dat zou enkel mogelijk zijn als daartoe een samenwerkingsakkoord gesloten wordt of als men het optreden van de gemeenschappen en de gewesten als facultatief opvat.[6] Het lid in kwestie moet – zoals hierboven reeds geschetst is – evenwel zo worden begrepen dat de gemeenschappen en de gewesten in hun hoedanigheid van overheden de betrokken vertegenwoordigers hebben aangesteld en dus in staat zijn aan te tonen dat die vertegenwoordigers daadwerkelijk in het

[5] Als de voorwaarden voor het verkrijgen van het attest zijn vervuld, heeft de betrokken overheid, ongeacht of ze een federale overheid dan wel een deelstaatoverheid is, dus niet de keuze het attest al dan niet af te geven.

[6] Wat, gelet op de vorige voetnoot, in dit geval uitgesloten is.

‡LW-BDBZQCDBF-HHDAEVT‡

buitenland verbleven hebben, waardoor de ambtenaar van de burgerlijke stand te gepasten tijde de regels kan toepassen die uit het Wetboek van de Belgische nationaliteit voortvloeien ten gunste van aanvragers wier echtgenoot een gemeenschaps- en gewestvertegenwoordiger is.[7]

Daarentegen gaat het tweede lid wel voorbij aan het beginsel van de autonomie van de deelstaten. Het mengt zich immers in hun interne organisatie in zoverre het stelt dat het "de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde van de bevoegde entiteit" is die dat attest afgeeft. De woorden "de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde van de bevoegde entiteit" moeten dan ook vervangen worden door de woorden "de bevoegde overheid".

Bijlage

1. Het opschrift van de bijlage moet herzien worden zodat het het opschrift van het ontworpen besluit woordelijk overneemt.[8]

2. Voorts zouden het opschrift en de tekst zelf van het attest dezelfde terminologie moeten gebruiken als artikel 7*bis*, § 2, vierde lid, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit.

Zo zouden de woorden "lid van het gezin" vervangen moeten worden door het woord "echtgenoot",[9] zou het werkwoord "samenwoonde" vervangen moeten worden door het woord "verbleef" en zou in de Franse tekst "séjour" moeten worden gebruikt in plaats van "résidence".

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER Patrick RONVAUX

[7] Zie in die zin het hierboven aangehaalde antwoord van de gemachtigde ambtenaar: "In het kader van de procedure tot verkrijgen van de Belgische nationaliteit zal de aanvrager het verzoek indienen bij de ambtenaar van de burgerlijke stand van zijn hoofverblijfplaats in België. De aanvrager dient de nodige documenten te verzamelen en in te dienen. Het attest dat de aanvrager zou nodig hebben in dat kader voor gelijkstelling van zijn verblijf in het buitenland wordt afgegeven op basis van (persoonlijke) informatie aanwezig in een bestaande databank van de afgevende instantie."

[8] Zie onder meer advies 67.683/2 van 12 juli 2020 over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 september 2020 'fixant la liste des grades qui donnent accès aux bacheliers de spécialisation'.

[9] Maar zonder zich uit te spreken over de vraag of het niet-opnemen van wettelijk samenwonenden dat voortvloeit uit het nieuwe artikel 7*bis*, § 2, vierde lid, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit – een bepaling waarover de afdeling Wetgeving geen advies uitgebracht heeft – in overeenstemming is met het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie.

‡LW-BDBZQCDBF-HHDAEVT‡